lignes transcontinentales, il lui aurait été assez facile d'y pourvoir.

Quoi qu'il en soit, voilà quelle est notre situation. Il n'est cependant pas trop tard pour la présentation d'un projet de loi, que la Chambre aurait le temps d'adopter avant la prorogation. Si le ministre ne veut pas faire voter une loi assurant l'exécution de ce programme, que du moins il se fasse autoriser à conclure ce marché de manière que la circulation s'établisse au cours de l'année. Ceci ne comporte aucun acte de la part du ministre, mais simplement une étude de l'affaire et une décision à prendre.

Comme je l'ai déjà fait observer, certains députés oublient trop facilement, quand nous parlons de projets de chemin de fer pour les Provinces maritimes et de l'état de chose qui existe là-bas, que cette Chambre a seule le droit d'autoriser une dépense de fonds, et c'est pourquoi le ministre fera bien, s'il veut se donner le temps d'étudier la question, de suivre mon conseil et de présenter un projet de loi qui l'autorise à prendre possession de cette ligne en tout temps aux conditions qu'il jugera satisfaisantes. S'il le fait, la gauche sera prête à l'appuyer.

M. COCHRANE: Si nous donnions le même service que l'année dernière, ce-là suffirait-il?

M. MACDONALD: Il existait dans le temps une difficulté, qui n'a pas été résolue, à l'égard du droit que l'on peut avoir d'exploiter une ligne sans y avoir des titres. Tout ce que je demande au ministre, c'est de faire adopter une loi qui l'autorise à cela. Si ensuite il ne juge pas à propos d'agir, rien ne l'y oblige. S'il survenait un accident sur la voie, une collision, une perte de vie, l'on pourrait en tenir le ministre responsable, faute par lui d'avoir obtenu cette autorisation. Je prierai le ministre d'avoir égard à ce que je viens de lui dire.

M. COCHRANE: Je n'aime pas à promettre de me charger d'un chemin de fer, je ne veux rien dire qui ait l'apparence d'un blâme pour mon prédécesseur, mais je n'ai pu jusqu'à présent me décider à conclure ce marché, bien que, tout dernièrement, une délégation soit venue me voir à ce sujet. Je me propose cependant de m'occuper de la chose aussitôt que possible. Il a, je crois, été entendu entre le premier ministre et le chef de l'opposition qu'il ne serait présenté à cette session aucun nouveau projet de loi et je n'ai pas suffisamment étudié cette affaire pour décider ce que je ferais. Je n'ai cependant aucune hésitation à promettre que nous ferons tout ce qu'il est possible de faire pour accommoder le public au cours de l'été prochain en attendant qu'à l'automne, nous ayons décidé de ce que nous pourrons faire à l'égard de toutes ces lignes.

M. MACDONALD.

M. MACDONALD: Je suis heureux de voir que le ministre est disposé à envisager les choses d'une manière favorable; mais il y a une question de droit qui va nécessairement se soulever. Le service que l'on nous a fourni l'année dernière a consisté en un train de voyageurs quatre fois par jour. Il serait non moins nécessaire et non moins important d'avoir des trains à marchandises qui desserviraient les établissements situés le long de la ligne. Je ne demande pas que le ministre fasse voter une loi qui lui attribue des droits qu'il n'a pas, mais je lui demanderais de se faire autoriser à traiter de cette affaire. Le ministre peut être sûr que je chercherais à obtenir du chef de l'opposition qu'il facilite le vote d'un projet de loi comme celui-là, s'il était présenté.

M. EMMERSON: A l'égard de cet item, le ministre dit qu'il a par deux fois demandé des soumissions et que, s'il n'en a accepté aucune c'est que toutes étaient trop élevées. Il nous a dit ce qu'étaient les prix des derniers soumissionnaires, mais il me semble que nous avons droit à des renseignements sur les premiers, afin que, par la comparaison, nous puissions nous former une opinion. J'avais espéré que les rumeurs qui ont circulé seraient sans fondement. Ces rumeurs veulent que M. Sumner, apprenant au retour qu'une maison autre que la sienne avait droit à l'entreprise, ait immédiatement adressé au ministre une dépêche où il se plaignait amèrement de la chose, si bien que l'affaire a été suspendue. Je ne me plaindrai pas de ce que M. Sumner obtienne cette entreprise dès que l'on n'y mettra pas de la partialité. Je sais que M. Sumner est en état de faire convenablement les choses. Bien que partisans de la présente administration, puisqu'il s'est porté candidat en 1908 contre moi, il a eu, pas plus tard qu'il y a deux ans, une entreprise assez assez dispendieuse à exécuter pour moi-même, et j'ai été absolument content de lui.

M. COCHRANE: Nous avons demandé de nouvelles soumissions.

M. EMMERSON: On nous éclairera donc sur toute cette affaire. A titre de chaud partisan du Gouvernement et de candidat aux dernières élections, M. Sumner, je le sais, croyait avoir droit d'obtenir l'entreprise en question, à Moncton même. Je ne me plains pas de ce qu'il ait obtenu ces travaux; mais les autres soumissionnaires ont droit de connaître les circonstances se rattachant à cette affaire. Le département, je l'espère, ne s'administre pas au bénéfice de la clientèle politique. Nous poussons déjà les choses à l'excès. Je vois qu'en nommant un sous-comité, le comité des chemins de fer n'a pas choisi un seul député de la gauche. C'est la première fois qu'il sera dit, dans les annales parlementaires, qu'on a nommé un sous-comité sans y faire entrer un seul représentant de la minorité.